iDÉE

POUR UNE ÉCONOMIE ENVIRONNEMENTALE

# ACTUS RSE

## FÉVRIER 2025

# VERS UNE SIMPLIFICATION DES DIRECTIVES EUROPÉENNES EN FAVEUR DE LA TRANSITION ?

Le 29 janvier 2025, la Commission européenne a dévoilé la Boussole de l'Union européenne pour les cinq prochaines années. Ce document stratégique vise à améliorer la **résilience** et la **compétitivité** de l'Europe, guidé par les recommandations formulées dans le « rapport Draghi ».
Elle appelle à une forte simplification des règlementations, notamment via une réduction des obligations de reporting en lien avec :

- La directive sur le reporting de durabilité des entreprises (CSRD)
- Le règlement sur la taxonomie verte
- Le devoir de vigilance européen (CS3D)

Le projet Omnibus sera dévoilé le **26 février**.

Une loi "omnibus" désigne, dans le cadre de la législation européenne, une initiative législative qui regroupe plusieurs modifications ou révisions de textes existants sous une seule et même proposition. Une loi omnibus peut être une directive ou un règlement européen, dont l'objectif principal est de simplifier, harmoniser ou adapter le cadre réglementaire pour répondre à des enjeux spécifiques, tout en réduisant la complexité administrative pour les parties prenantes.

**Dans ce contexte, 12 réseaux d'entreprises ainsi que de financiers ont publié une "note de position commune" , initiée par Impact France. Ils appellent à "simplifier la CSRD sans renoncer à son ambition".**

**POUR EN SAVOIR PLUS**

iDÉE
POUR UNE ÉCONOMIE ENVIRONNEMENTALE

# SYNTHÈSE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE SUR LE PLAN NATIONAL D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (PNACC)

Le Ministère de la Transition Écologique a présenté ce 7 février le bilan de la consultation publique sur le projet de Plan national d'adaptation au changement climatique, PNACC3 pour préparer son rapport de durabilité :

Principaux enseignements de la consultation :

- Large adhésion au PNACC, mais demande d'un renforcement des mesures.
- Protéger les populations vulnérables est une priorité (logements adaptés, renaturation des villes, aides financières).
- Anticiper les crises hydriques et mieux gérer la ressource en eau.
- Renforcer la planification et le financement pour assurer la résilience des infrastructures (transports, énergie, télécommunications).
- Associer les entreprises et collectivités à l'élaboration des stratégies d'adaptation.
- Développer des solutions basées sur la nature (agroécologie, forêts résilientes, restauration des zones humides).
- Meilleur suivi et financement du PNACC : les contributions regrettent l'absence de budget dédié et demandent des fonds spécifiques.
- Le document met en avant la nécessité d'une action urgente et coordonnée, avec une gouvernance adaptée et des indicateurs de suivi clairs.

**LIEN VERS DOCUMENT**

iDÉE
POUR UNE ÉCONOMIE ENVIRONNEMENTALE

# LANCEMENT DE “MON ACV NUMERIQUE”

iDÉE
POUR UNE ÉCONOMIE ENVIRONNEMENTALE

Lancement de la plateforme “Mon ACV* Numérique”, un outil conçu par norsys, dans le cadre du projet Global Eco Concept, avec le soutien de l’ADEME et de la Région Hauts-de-France.

Gratuit, simple et accessible, cet outil permet aux entreprises et collectivités :

- de mesurer l’impact environnemental de leur service numérique
- d’anticiper le respect de la législation
- d’initier une vraie démarche d’amélioration continue

*L’ACV est une méthode d’évaluation qui vise à quantifier les impacts environnementaux d’un service ou produit tout au long de son cycle de vie.

**PLUS D’INFOS**

# LE HAUT CONSEIL POUR LE CLIMAT DONNE SON AVIS SUR LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE (PPE3)

Alors que les impacts du changement climatique s'intensifient le Haut Conseil salue les avancées pour la neutralité carbone apportées par le projet de PPE 3, toutefois il émet :

- **6 Conditions de réussite** pour la décarbonation du système énergétique et sa résilience au changement climatique :
  - Des bouclages physiques compatibles avec la sortie des énergies fossiles
  - Une stratégie de développement de la mobilité propre renforcée dans sa mise en œuvre et dans son développement
  - Un système énergétique adapté au changement climatique et résilient
  - Un accès à la transition écologique pour tous
  - Un signal-prix et des investissements publics et privés cohérents avec les objectifs climatiques
  - Une gouvernance renforcée

- **10 recommandations générales**, déclinées dans l'avis en recommandations opérationnelles (voir Annexe) pour leur mise en œuvre.

**POUR EN SAVOIR PLUS**

iDÉE
POUR UNE ÉCONOMIE ENVIRONNEMENTALE

# NEUTRALITÉ CARBONE

**Le 27 janvier, la Direction Général du Trésor a présenté son rapport final des enjeux économiques de la transition vers la neutralité carbone.**

Ce rapport, inspiré par la Net Zero Review du Trésor britannique, offre une analyse approfondie des principaux défis économiques liés à la transition vers la neutralité carbone en France.

Il montre que la transition bas-carbone représente un **défi d'ampleur surmontable et de durée modérée pour la croissance économique**, dont les effets sur les finances publiques sont importants mais peuvent être maîtrisés. **Les coûts de la décarbonation sont très inférieurs à ceux de l'inaction climatique.**

Les points clés du rapport :

- L'inaction face au changement climatique aurait des conséquences physiques, sanitaires et économiques considérables
- Les engagements ambitieux de lutte contre le changement climatique impliquent un renforcement des politiques de transition vers la neutralité carbone

**EN SAVOIR PLUS**

iDÉE
POUR UNE ÉCONOMIE ENVIRONNEMENTALE

# JANVIER 2025, LE MOIS DE JANVIER LE PLUS CHAUD JAMAIS ENREGISTRÉ

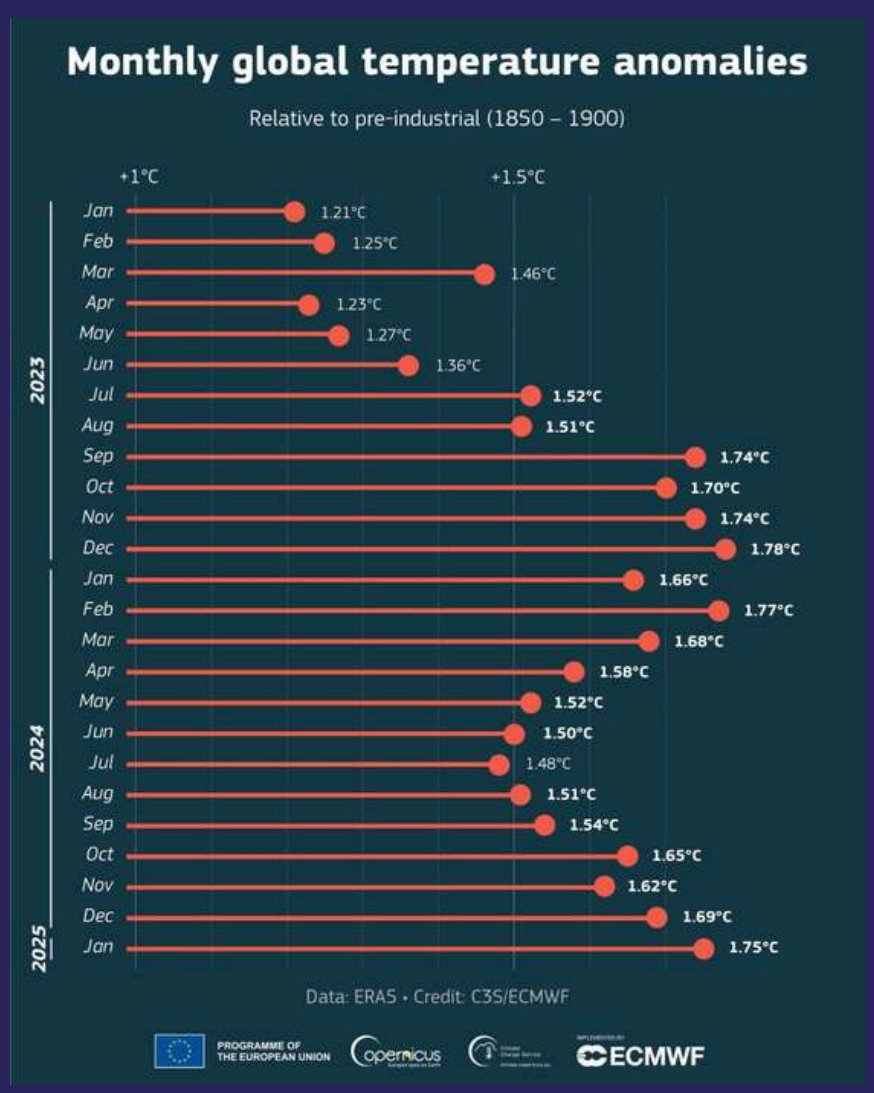
Janvier 2025 a été le mois de janvier le plus chaud jamais enregistré dans le monde, selon le dernier relevé de l'institut européen Copernicus, et ce malgré le retour du phénomène climatique « La Niña », qui s'accompagne généralement d'un refroidissement temporaire des températures, a confirmé l'Agence chargée de la météo à l'ONU.

Selon l'OMM (Organisation météorologique mondiale), qui relaie des données de l'Institut européen Copernicus, le mois dernier a dépassé de 1,75°C le niveau préindustriel et de 0,79°C la moyenne pour janvier des températures entre 1991 et 2020.

Janvier est ainsi le **18ème mois consécutif à passer la barre des 1,5 °C** de réchauffement par rapport au niveau préindustriel.

Les océans racontent la même histoire. La température moyenne mondiale de la surface de la mer en janvier était de 20,78 °C, la deuxième plus élevée jamais enregistrée.

**PLUS D'INFORMATIONS**



# 25 ANS D'OPINION SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Dès l'année 2000, l'ADEME a mis en place des mesures régulières des représentations sociales du changement climatique au sein de la société française. À cet effet, des enquêtes par sondage ont été réalisées chaque année, permettant à l'ADEME de réaliser un baromètre de l'opinion des Français sur le changement climatique.

Points clés du dernier baromètre :

- L'environnement dans le **top 3 des préoccupations** des français depuis 2019.
- Le réchauffement climatique représente le **principal problème environnemental** pour les français depuis une décennie.
- **2/3 des français** considèrent que les conditions de vie deviendront extrêmement pénibles à cause des dérèglements climatiques.
- Depuis 24 ans, **60% des français** en moyenne pensent qu'il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour limiter le changement climatique.
- Une montée du climatoscepticisme ? **seulement 62% des français** pensent qu'il y a un changement climatique et qu'il est dû à l'activité humaine.
- Pour **7 français sur 10**, la priorité économique du gouvernement devrait être de **soutenir exclusivement des activités qui préservent l'environnement.**

**EN SAVOIR PLUS**

# LANCEMENT DE LA NORME INTERNATIONALE DE CERTIFICATION D'UN SYSTÈME DE GOUVERNANCE EXTRA-FINANCIÈRE ESG 1000

**L'International Group for Sustainable Finance (IGSF), une ONG située à Luxembourg, annonce le lancement de la norme de certification extra-financière ESG 1000.**

La norme ESG 1000®, pour Environnement, Social, Gouvernance – Index 1000, est la norme internationale de certification d'un système de gouvernance extra-financière (historiquement désigné par « système de management RSE »).

La norme ESG 1000® définit les standards pouvant être utilisés par une entité, pour structurer et améliorer ses pratiques sociales, éthiques, environnementales, dans un objectif de développement durable.
La norme internationale ESG 1000® est une norme certifiable qui s'applique à toutes les entreprises et organisations, quelle que soit leur taille et leur secteur d'activité.

Son objectif est de normaliser, par secteur, les critères d'évaluation ESG afin d'harmoniser les recommandations et les réglementations internationales, tout en favorisant le nivellement par le haut des pratiques, à grande échelle.

**EN SAVOIR PLUS**

iDÉE
POUR UNE ÉCONOMIE ENVIRONNEMENTALE

iDÉE
POUR UNE ÉCONOMIE ENVIRONNEMENTALE

# GREEN DEAL EUROPEEN – POINT D'ÉTAPE

La Commission européenne vient de publier une étude sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Green Deal, qui vise, à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici à 2030, à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 et à parvenir à une économie efficace dans l'utilisation des ressources naturelles.

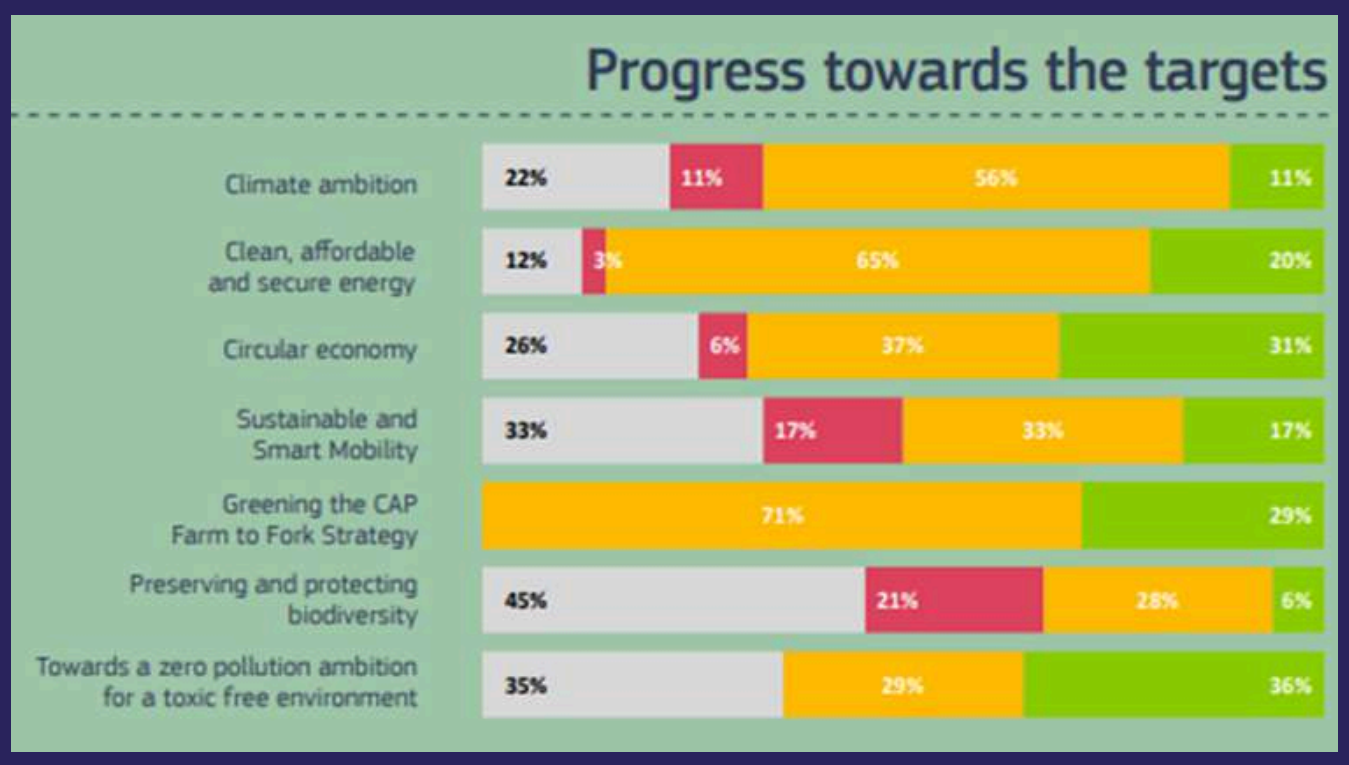
L'étude identifie 154 objectifs qui constituent le Green Deal et donne un aperçu des progrès accomplis dans leur réalisation, sur la base des connaissances et des données disponibles.

Ces objectifs sont répartis en sept domaines thématiques :

- ambition climatique
- énergie propre, abordable et sûre
- économie circulaire
- mobilité durable
- alimentation durable - stratégie « de la ferme à l'assiette »
- préservation et protection de la biodiversité
- environnement sans pollution

Sur les 154 objectifs, 32 sont actuellement "en bonne voie", 64 "doivent être accélérés" pour atteindre les objectifs dans les délais, 15 ne progressent pas ou régressent et pour 43 d'entre eux aucune donnée n'est actuellement disponible.

**EN SAVOIR PLUS**



# L'ADAPTATION DES PME ET ETI AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, DE LA NÉCESSITÉ ÉCOLOGIQUE À LA NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE

BPIFrance Le Lab a mené en 2024 une étude auprès de 380 dirigeantes et dirigeants d'entreprise, et livre ses conclusions dans un rapport publié en décembre : "L'adaptation des PME et ETI au changement climatique, de la nécessité écologique à la nécessité économique".

Les principaux enseignements de l'étude :

- L'adaptation au changement climatique : un enjeu reconnu mais loin d'être prioritaire
- Des dirigeants confiants vis-à-vis de la vulnérabilité de leur PME et ETI… pour le moment
- Des actions de bon sens déjà mises en place mais le manque de diagnostic de vulnérabilité demeure préjudiciable
- Conviction, discussions avec les parties prenantes et sinistres passés : les déclencheurs d'action sont pluriels
- Des compagnies d'assurance absentes aux yeux des dirigeants de PME et ETI
- Un besoin d'accompagnement évident pour les dirigeants de PME et ETI

**POUR EN SAVOIR PLUS**

iDÉE
POUR UNE ÉCONOMIE ENVIRONNEMENTALE

iDÉE

POUR UNE ÉCONOMIE ENVIRONNEMENTALE

la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie se sont pour la première fois synchronisées au système électrique de l'Europe continentale, via la Pologne.

Les trois pays baltes ont tourné une page dimanche 9 février. Ils ont définitivement mis fin à leurs connexions électriques avec la Russie et la Biélorussie et font désormais partie du système électrique européen, 35 ans après avoir gagné leur indépendance.

# LES PAYS BALTES SYNCHRONISÉS AU SYSTÈME ÉLECTRIQUE EUROPÉEN

iDÉE
POUR UNE ÉCONOMIE ENVIRONNEMENTALE

**Nouvelle cartographie des risques 2025 pour l'assurance :**
**le changement climatique en tête et entrée du risque d'inassurabilité !**

- Pour le secteur de l'assurance, le dérèglement climatique rejoint les cyberattaques sur la première marche du podium des risques
- Le risque d'inassurabilité représente la raréfaction de l'offre assurantielle, l'exclusions de contrats ou de garanties en raison d'un risque marqué par une évolution brusque de la fréquence et/ou du coût

| | CLASSEMENT DES 24 RISQUES DE LA CARTOGRAPHIE PROSPECTIVE 2025 | | | ÉVOLUTION | |
|---|---|---|---|---|---|
| RANG | RISQUES | SCORE MOYEN | SCORE (Fréq.; Sév.) | RANG | SCORE |
| 1 | Cyberattaques | 4,1 | (4,2; 4,1) | (0) | (+0,2; -0,1) |
| 1 | Dérèglement climatique | 4,1 | (4,0; 4,3) | (+1) | (+0,0; +0,2) |
| 3 | Environnement économique | 3,8 | (3,7; 4,0) | (0) | (-0,2; +0,1) |
| 4 | Environnement politique* | 3,6 | (3,6; 3,6) | (+8) | (+0,6; +0,6)* |
| 5 | Événement naturel exceptionnel | 3,3 | (2,8; 3,9) | (0) | (+0,7; -0,4) |
| 6 | Changement règlementaire | 3,3 | (3,4; 3,1) | (-2) | (-0,2; +0,1) |
| 7 | Inégalités et tensions sociales | 3,3 | (3,4; 3,2) | (+7) | (+0,4; +0,3) |
| 8 | Non-conformité et de sanctions | 3,2 | (3,0; 3,4) | (+3) | (-0,2; +0,5) |
| 9 | Intelligence artificielle | 3,2 | (3,2; 3,2) | (+7) | (+0,3; +0,3) |
| 10 | Risque financier systémique | 3,1 | (2,7; 3,6) | (+2) | (+0,1; +0,2) |
| 11 | Transition | 3,1 | (3,0; 3,3) | (-4) | (+0,1; -0,2) |
| 12 | Environnement et biodiversité | 3,1 | (2,9; 3,3) | (-2) | (-0,2; +0,3) |
| 13 | Qualité des données et conformité des processus IT | 3,1 | (3,3; 2,9) | (+5) | (+0,5; +0,2) |
| 14 | Inassurabilité | 2,9 | (2,6; 3,3) | nouveau | |
| 15 | Vulnérabilité des infrastructures stratégiques | 2,9 | (2,7; 3,1) | (+4) | (+0,4; +0,1) |
| 16 | Terrorisme | 2,8 | (2,8; 2,9) | (-8) | (-0,6; +0,0) |
| 17 | Pandémie | 2,7 | (2,4; 3,1) | (-4) | (-0,0; -0,3) |
| 18 | Dégradation de la santé physique et mentale | 2,7 | (2,7; 2,7) | (+5) | (+0,2; +0,3) |
| 19 | Pénurie de matières premières et énergétiques | 2,7 | (2,7; 2,8) | (-10) | (-0,3; -0,5) |
| 20 | Crise migratoire | 2,7 | (2,7; 2,6) | (0) | (-0,2; +0,3) |
| 21 | RH | 2,6 | (2,5; 2,8) | (0) | (-0,2; +0,3) |
| 22 | Équilibres démographiques | 2,6 | (2,5; 2,7) | (+3) | (+0,5; +0,3) |
| 23 | Disruption du secteur de l'assurance | 2,5 | (2,4; 2,6) | (-1) | (+0,3; -0,1) |
| 24 | Conduite des affaires | 2,3 | (2,2; 2,4) | (0) | (+0,1; +0,0) |

**Figure 2** Les principales menaces pour la société française d'après les assureurs (score sur 3)

PLUS D'INFORMATION

# L'INASSURABILITÉ : UN NOUVEAU RISQUE DANS "LA CARTOGRAPHIE PROSPECTIVE 2025" DES ASSUREURS

# LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ RENOUVELABLE EN FRANCE A ATTEINT SON PLUS HAUT NIVEAU

La production d'électricité renouvelable a établi un record en 2024, atteignant 148 TWh, soit 27,6 % de la production totale d'électricité.

Une évolution qui s'explique par une "production hydraulique exceptionnelle", au plus haut depuis 2013, et à la "croissance soutenue de la filière éolienne et solaire", qui représente 70 TWh en 2024 contre 46 TWh en 2019.

La production d'électricité bas carbone (nucléaire et renouvelable) a atteint **95 % en 2024**.
Il s'agit du taux le plus élevé jamais enregistré en France, rendu possible par le "redressement rapide de la production nucléaire après un niveau historiquement bas en 2022 et l'augmentation de la production hydraulique, solaire et éolienne. Quant à la production d'électricité d'origine fossile, elle est à son niveau le plus bas depuis 1950 (19,9 TWh).

**POUR EN SAVOIR PLUS**

iDÉE
POUR UNE ÉCONOMIE ENVIRONNEMENTALE

# CSRD : AFNOR CERTIFICATION SE LANCE SUR LE NOUVEAU MARCHÉ DE L'AUDIT DES RAPPORTS DE DURABILITÉ

AFNOR Certification a obtenu son accréditation pour auditer les rapports de durabilité des entreprises cotées et non cotées attendus progressivement au titre de la directive européenne sur le reporting de durabilité (CSRD). Observateur impartial des démarches de progrès basées sur des référentiels internationaux, AFNOR Certification propose un regard sur l'exercice qui se distingue de celui des professions de l'audit financier, en invitant à voir, derrière la collecte d'indicateurs, une occasion d'améliorer ses pratiques de RSE.

**PLUS D'INFORMATIONS**

iDÉE
POUR UNE ÉCONOMIE ENVIRONNEMENTALE

Selon le FSB (Financial Stability Board), l'organisme mondial de surveillance de la stabilité financière, les catastrophes causées par le changement climatique sont **de plus en plus susceptibles de déclencher une panique sur les marchés financiers**.
Les inondations, sécheresses, incendies ou tempêtes pourraient provoquer un recul plus large des prêts et une baisse de la confiance des investisseurs.

Il pourrait également y avoir une réévaluation brutale et généralisée du risque climatique et physique, car l'anticipation de pertes futures plus importantes est intégrée dans les prix actuels et a un impact sur les secteurs et les juridictions qui ne sont pas actuellement directement touchés par les catastrophes.

Rapport intitulé *"Assessment of Climate-related Vulnerabilities"*

FINANCIAL TIMES
Mon compte
Série FT : le monde non assurable
Régulation financière et des marchés
+ Ajouter à monFT
Le principal organisme de surveillance financière prévient que le changement climatique pourrait déclencher des paniques sur les marchés
Selon le FSB, basé à Bâle, les dégâts causés par les inondations, les sécheresses et les incendies menacent de provoquer un recul général des prêts

RAPPORT FSB

# LE FSB PREVIENT QUE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE POURRAIT MENACER LA STABILITÉ FINANCIÈRE

# UNE ÉTUDE PLAIDE POUR UNE RÉFORME PROFONDE DES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES AFIN DE GARANTIR QUE LES GÉNÉRATIONS FUTURES PUISSENT VIVRE DANS UN MONDE STABLE ET PROSPÈRE.

Le rapport « Planetary Solvency » établit un parallèle inédit entre la gestion des risques financiers et la nécessité de préserver l'équilibre des systèmes terrestres. Publié conjointement par l'Institute and Faculty of Actuaries et l'Université d'Exeter en janvier 2025, il développe un cadre méthodologique rigoureux pour évaluer et gérer les risques systémiques qui menacent la stabilité planétaire.

Les points clés : les méthodologies actuelles sont trop centrées sur l'économie, ignorant les risques systémiques et l'interdépendance entre nature et société.

- **Interdépendance avec le système terrestre** : La société humaine dépend des services écosystémiques (nourriture, eau, énergie, etc.) qui sont **irremplaçables**. Une gestion respectueuse des limites planétaires est essentielle.
- **Stabilité du système terrestre menacée** : Les activités humaines provoquent des impacts graves (feux, inondations, sécheresses, etc.), avec des risques de franchissement de points de bascule climatiques pouvant entraîner des effets en cascade irréversibles.
- **Sous-estimation des risques climatiques** : Les évaluations actuelles ne tiennent pas compte des impacts extrêmes, ce qui pourrait aggraver les migrations forcées, les conflits, et les bouleversements socio-économiques.

**Principes et recommandations** : Le document plaide pour une réforme profonde des systèmes économiques et politiques afin de garantir que les générations futures puissent vivre dans un monde stable et prospère.
Transition vers la "solvabilité planétaire" :

- Adapter les approches de gestion des risques pour inclure des limites basées sur les frontières planétaires.
- Évaluer les risques systémiques, notamment les interactions complexes entre climat, biodiversité et société.
- Adopter le principe de précaution pour éviter des catastrophes.
- Accélérer la décarbonisation, restaurer les écosystèmes, et améliorer la résilience face aux impacts inévitables.

LIEN VERS ÉTUDE

iDÉE
POUR UNE ÉCONOMIE ENVIRONNEMENTALE

iDÉE
POUR UNE ÉCONOMIE ENVIRONNEMENTALE

Pour offrir aux PME, à leur dirigeant et à leurs salariés l'opportunité de s'approprier les outils et les idées clefs de la RSE, le Pacte mondial de l'ONU – Réseau France offre une nouvelle plateforme "Parcours PME durable".
Cet intérêt pour les PME tient à leur conviction qu'elles jouent un rôle central dans la transition durable des modèles d'affaires à échelle globale

Ce programme pédagogique d'environ 2h , gratuit, et accessible en ligne propose huit modules interactifs (vidéos, quiz, ressources, études de cas) couvrant les enjeux clés de la RSE : droits humains, environnement, consommation, ancrage local etc. Il s'adresse aux dirigeants et salariés souhaitant comprendre, appliquer la RSE et structurer une démarche.

Développé avec des PME engagées, ce parcours offre des conseils concrets et adaptés aux réalités des petites entreprises.

**EN SAVOIR PLUS**

# PARCOURS PME DURABLE

# AUTRES RESSOURCES

France Stratégie - La demande en eau - Prospective territorialisée à l'horizon 2050

Le cycle de l'eau sera de plus en plus affecté par le changement climatique, ce qui risque d'accroître les conflits d'usage dans les territoires.

Ce travail inédit de prospective présente l'évolution dans les territoires de la demande en eau selon trois scénarios prospectifs d'usage : « tendanciel » qui prolonge les tendances passées, « politiques publiques » qui simule la mise en place de politiques publiques récemment annoncées, et « de rupture », qui se caractérise par un usage sobre de l'eau.

ADEME - Livre Blanc : Industriels : en route vers la décarbonation

Retrouvez dans le livre blanc « Industriels : en route vers la décarbonation ! » édité par l'ADEME et l'ATEE, toutes les réponses aux questions des industriels qui souhaitent mettre en place une démarche de décarbonation. Retrouvez une présentation claire et détaillée des différentes étapes clés de la décarbonation. Découvrez comment structurer votre démarche de A à Z : de l'état des lieux jusqu'à l'évaluation et la certification, en passant par la définition de la stratégie bas carbone, la réalisation des études et des investissements.